

Choisir la cause des femmes

Gisèle Halimi et plusieurs Secrétaires nationales de Choisir ont fait campagne pour le NON. D'autres Secrétaires nationales ont voté OUI. Il est temps maintenant d'avancer ensemble. Vers une Europe où les femmes auront toute leur place.

ÉDITO : Et maintenant ?

Par Gisèle Halimi

Le peuple français a tranché. Massivement. Le 29 mai, il a rejeté le Traité Constitutionnel européen. Faire l'Europe est donc plus que jamais nécessaire. Mais quelle Europe ?

L'Europe de l'argent et des entreprises ne peut que faire régresser le sort des femmes au travail, victimes privilégiées de la course au profit. Pour ces dernières, certains principes doivent être clairement exprimés. Ainsi en est-il par exemple, de l'égalité des sexes comme valeur (et non comme « objectif » ou « moyen »). Le préambule de notre Constitution le proclame. Pourquoi les Françaises, en devenant européennes, accepteraient-elles l'absence de ce rappel essentiel ? Il en est de même pour le travail, les retraites.

Quant au droit des femmes de choisir de donner (ou non) la vie, il doit faire l'objet d'une mention spéciale. Et nous être garanti par le texte fondamental européen. Comment ? Par son affirmation claire et définitive. Ainsi aucune régression ou interdiction ne seraient permises aux États qui ambitionnent de faire l'Europe politique.

En parallèle à l'interdiction de la peine de mort (qu'il faut saluer) et à la proclamation du droit à la vie, le nouveau Traité reconnaîtra comme inaliénable cette liberté des libertés. Aucun pays, ayant adopté une législation permettant contraception et avortement, ne pourra l'abolir, ou la restreindre, sous peine d'enfreindre la loi européenne. Comme il en est pour l'interdiction de la peine de mort. De la même manière, ne seront européens que les pays qui respecteront ce droit fondamental des femmes, la maîtrise de leur corps. Et si Malte, Chypre, l'Irlande, la Pologne (le Portugal semble devoir voter bientôt pour le droit à l'IVG) s'entêtent dans leur refus ? Décider alors de surseoir à leur intégration, à leur accession à la « dignité » européenne.

La cause n'est-elle pas entendue pour l'abolition de la peine de mort ? Adoptons donc les mêmes critères, procédures et sanctions. Le progrès dans l'union est à ce prix.

Réfléchir et construire

Ce débat n'aura pas lieu d'être le jour où prévaudra **la clause de l'Européenne la plus favorisée**. Je la définissais ainsi : « *Les termes font sens. Faire choix dans chaque Etat membre du droit des femmes au niveau le plus élevé et en doter l'Européenne, en un statut unique* ».

Il nous faudra convaincre. Convaincre qu'un changement qualitatif de l'Europe adviendrait si cette clause devenait la jauge de la justice et de l'égalité entre femmes et hommes. Nous ferons un bouquet juridique de ces avancées pour l'offrir à chaque Européenne. Parce qu'elle est une citoyenne à part entière.

Dans un numéro prochain, nous expliquerons, détaillerons, commenterons.

Et maintenant ? Réfléchir et construire.